

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
Antenne de Bayonne
6, allées marines
64 100 BAYONNE

Bayonne, le 7 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/07/2023

Contexte et constats

Publié sur 

CEMEX Granulats Sud-Ouest

Communes de Saint-Cricq-du-Gave (40300) aux lieux-dits « Saint Jouan », « impasse du Château »,
« Place dou Haou », « Aux Paloubaigt », « Aux Artigaous », « Goueytes », « A la baquette »
et de Lahontan (64270) aux lieux-dits « Lile », « Dou Barat dou Mouly » et « Lanot »

Références : DREAL/UBD40-64/D2023_
Code AIOT : 0005207489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/07/2023 de l'établissement CEMEX Granulats Sud-Ouest implanté sur les communes de Saint-Cricq-du-Gave (40300) et Lahontan (64270). L'inspection a été annoncée le 12/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gpouv.fr/>)

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du programme annuel de contrôle mis en place par la DREAL Nouvelle-Aquitaine relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX Granulats Sud-Ouest
- Communes de Saint-Cricq-du-Gave (40300) et Lahontan (64270)
- Code AIOT : 0005207489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX Granulats Sud-Ouest est autorisée à exploiter, par arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, une carrière à ciel ouvert de sables et graviers sur les territoires des communes de Saint-Cricq-du-Gave (40300) et Lahontan (64270). La surface autorisée est de 1 345 365 m² avec une surface exploitable pour l'extraction de matériaux de 903 000 m². La production maximale autorisée est de 700 000 tonnes. Cette autorisation arrivera à échéance le 31 décembre 2036.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi administratif de la carrière ;
- suivi et autosurveillance des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- avancement des travaux de remise en état.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 3 | Capacité de production et durée | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.4 | / | / |
| 11 | Déplacement des fossés et cours d'eau | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.7 (partiel) | / | / |
| 16 | Plan d'exploitation | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 7 | / | / |
| 18 | Mesure de retombées poussières | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 8.4.2 | / | / |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : Autre information | Autre information |
|----|------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 1 | Liste des installations autorisées | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 1.1 (partiel) | / | / |
| 2 | Rythme de fonctionnement | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.2 | / | / |
| 4 | Intégration dans le paysage | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.5 | / | / |
| 5 | Déclaration annuelle | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.8 | / | / |
| 6 | Aménagements spéciaux | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 3.3 | / | / |
| 7 | Défrichement | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.1 | / | / |
| 8 | Épaisseur d'extraction | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.3 | / | / |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : | Autre information |
|----|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------|-------------------|
| 9 | Méthode d'exploitation | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.4 | / | / |
| 10 | Aménagements spéciaux | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.6 | / | / |
| 12 | Aménagement d'une aire pompier | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.8 | / | / |
| 13 | Phasage | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.9 | / | / |
| 14 | Destination des matériaux | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.10 | / | / |
| 15 | Clôture et accès | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 6.1 | / | / |
| 17 | Surveillance des eaux souterraines | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 8.3.3 | / | / |
| 19 | Contrôle des niveaux sonores | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 10.1.4 | / | / |
| 20 | Évolution de la biodiversité du site | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 12 | / | / |
| 21 | Conditions de remise en état | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 14.3 | / | / |
| 22 | Remblayage de la carrière | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 14.4 | / | / |
| 23 | Garanties financières | Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 15.3 (partiel) | / | / |
| 24 | Plan de gestion des déchets d'extraction | Arrêté Ministériel du 22/09/1994 modifié, article 16bis | / | / |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au terme de la visite, aucune suite administrative n'est proposée.

Toutefois, l'exploitant doit :

- veiller au respect des dispositions de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2013 pour ce qui concerne la production maximale autorisée ;
- reconstituer le fossé situé le long de la parcelle ZI2 et connecté au ruisseau de l'Arriou de Peyré, pour permettre le déplacement des espèces protégées ;
- Compléter le plan d'exploitation avec notamment les informations suivantes :
 - les bords de la fouille ;
 - courbes de niveau ;
 - le périmètre des zones en cours d'exploitation ;
- transmettre le compte-rendu des analyses réalisées en 2022 ainsi que celui concernant les analyses pour l'année 2023 afin de s'assurer que le suivi des retombées poussières est conforme aux dispositions de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2013.

Les autres points contrôlés lors de la visite d'inspection ne font pas l'objet de remarques particulières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations autorisées

| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 1.1 (partiel) | | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|
| Thème(s) : situation administrative, rubriques ICPE | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet | | | |
| Prescription contrôlée : [...] Les activités exercées relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : | | | |
| N° de la rubrique | Libellé de la rubrique | Capacité de l'établissement | Régime |
| 2510-1 | Exploitation de carrières | Superficie totale : 1 345 365 m ² Production moyenne annuelle : 500 000 t Production maximale annuelle : 700 000 t | A |
| L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriétés de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles mentionnées à l'article 2.3. | | | |
| Constats : L'exploitant déclare ne pas exercer d'autres activités relevant de la nomenclature installations classées pour la protection de l'environnement dans le cadre de l'exploitation de la carrière encadrée par l'arrêté inter-préfectoral du 26 décembre 2013. | | | |
| Type de suites proposées : sans suite | | | |
| Proposition de suites : sans objet | | | |

N° 2 : Rythme de fonctionnement

| | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|--|
| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.2 | | | |
| Thème(s) : situation administrative, rythme de fonctionnement | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet | | | |
| Prescription contrôlée : Les créneaux horaires pour l'ensemble des activités de la carrière sont : - 7h00 - 20h00, du lundi au vendredi inclus, exceptionnellement 22h - aucune activité d'extraction ou de réaménagement n'est autorisée les samedis, dimanches et jours fériés. | | | |
| Constats : L'exploitant déclare que le rythme de fonctionnement de la carrière est inchangé et conforme aux prescriptions de l'arrêté inter-préfectoral. | | | |
| Type de suites proposées : sans suite | | | |
| Proposition de suites : sans objet | | | |

N° 3 : Capacité de production et durée

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.4 |
| Thème(s) : situation administrative, capacité de production et durée |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'autorisation d'exploitation est accordée sous réserve des droits des jusqu'au 31 décembre 2036. Elle n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété du demandeur et des contrats de fortage dont il est titulaire.</p> <p>Le tonnage total de matériaux à extraire est de 10 millions de tonnes.</p> <p>La production maximale annuelle de matériaux à extraire est de 700 000 t.</p> <p>L'extraction de matériaux, autres que ceux destinés à la remise en état du site, doit être arrêtée 6 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>La remise en état du site affecté par l'exploitation du périmètre autorisé visé à l'article 2.3 doit être achevée 3 mois au moins avant l'échéance de la présente autorisation.</p> <p>La notification concernant la fin d'exploitation doit être effectuée 6 mois avant la fin de l'autorisation conformément à l'article R.512-76 du code de l'environnement.</p> |
| <p>Constats : La production déclarée pour l'année 2022 est de 730 000 tonnes, soit supérieure de 4,2 % à la production maximale autorisée. L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de respecter les dispositions de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2013.</p> |
| Type de suites proposées : susceptible de suites |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 4 : Intégration dans le paysage

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.5 |
| Thème(s) : situation administrative, intégration dans le paysage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les terres de découvertes seront stockées sous forme de merlons en périphérie de la zone d'extraction, en respectant les prescriptions des articles 5.2 et 5.5 en ce qui concerne leur aménagement.</p> <p>Des merlons d'une longueur totale de 5,7 km, d'une hauteur de 3 m ou de 3,5 m aux endroits nécessaires (au droit des secteurs habités de Saint Cricq du Gave) seront mis en place. Ils seront enherbés à l'aide d'un mélange d'espèces autochtones.</p> <p>Les surfaces en dérangement (zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles limitées au minimum afin de limiter l'impact paysager tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.</p> <p>Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état, y compris les matériaux inertes visés à l'article 14.4. Ces matériaux inertes sont placés rapidement, après contrôle, dans les casiers prévus à cet effet.</p> |
| <p>Constats : L'ensemble des installations sont maintenues propres et entretenues. L'inspection a constaté la présence de merlons en périphérie de la zone d'extraction ainsi qu'au droit des secteurs habités de Saint-Cricq-du-Gave conformément aux dispositions de l'arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié.</p> |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 5 : Déclaration annuelle

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 2.8 |
| Thème(s) : situation administrative, déclaration annuelle |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection de l'environnement, avant le 31 mars de l'année N, le bilan de l'activité réalisée à l'année N-1, à l'aide du formulaire figurant en annexe V du présent arrêté. Une transmission sous forme électronique ou à l'aide d'un autre formulaire peut être sollicitée par l'inspection de l'environnement. |
| Constats : L'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"> • les bilans d'activité sont bien saisis chaque année dans l'application GEREPE et notamment pour l'année 2022 ; • les renseignements ne sont pas exhaustifs : la production pour l'année 2022 égale à 730 000 tonnes ne figure pas par exemple dans la déclaration GEREPE. L'inspection rappelle à l'exploitant son obligation de respecter les dispositions de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2013 et notamment son obligation de renseigner son bilan de l'activité réalisée. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 6 : Aménagements spéciaux

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 3.3 |
| Thème(s) : situation administrative, accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : L'accès à la parcelle enclavée numérotée ZI2 sur la commune de Lahontan est maintenu de façon permanente, conformément au plan de phasage figurant en annexe I. Il doit être assuré sans que les utilisateurs de cette parcelle n'aient à franchir les clôtures prévues à l'article 6.1. |
| Constats : L'inspection a constaté que l'accès à la parcelle enclavée numérotée ZI2 sur la commune de Lahontan est libre et bien maintenu de façon permanente. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 7 : Défrichement

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.1 |
| Thème(s) : situation administrative, défrichement |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : L'arrêté préfectoral des Landes n°2006-1812 du 31 mai 2006 autorise la société CEMEX GRANULATS SUD-OUEST à défricher sur une superficie totale de 6,1611 hectares et pour une durée de validité de 30 ans. La décision n°2005-332-3 des Pyrénées-Atlantiques du 28 novembre 2005 autorise la société CEMEX GRANULATS SUD-OUEST à défricher sur une superficie totale de 1,80 hectares et pour une durée de validité de 30 ans. Les opérations de défrichement sont menées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 24 janvier 1994, de l'arrêté préfectoral n°2006-1812 du 31 mai 2006 portant autorisation de défrichement de parcelles numérotées 88 à 92, 94, 654, et 34 et 37 en section ZC sur le territoire de la commune de Saint-Cricq-du-Gave et de la décision n°2005-332-3 des Pyrénées-Atlantiques du 28 novembre 2005 portant autorisation de défrichement des parcelles numérotées 5 en section ZI sur le territoire de la commune de Lahontan. Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phase correspondant aux besoins de l'exploitation. Le défrichement doit être réalisé exclusivement entre octobre et fin février, en dehors des périodes de reproduction de la faune. |

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>Constats : L'exploitant déclare :</p> <ul style="list-style-type: none"> • avoir terminé les opérations de défrichement sur les parcelles concernées sur le territoire de la commune de Lahontan ; • que les parcelles 37 et 129 (anciennement parcelle 34) seront respectivement déboisées à l'occasion du démarrage des phases III et IV. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 8 : Épaisseur d'extraction

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.3 |
| Thème(s) : risques chroniques, épaisseur d'extraction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'épaisseur maximale de l'extraction autorisée est de 11,9 m. Elle est composée comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - découverte d'une épaisseur moyenne de 1,5 m, comprenant les terres végétales et les terres stériles découvertes ; - gisement exploitable d'une épaisseur moyenne de 6 m (mini : 4,2 m ; maxi : 9,3 m). <p>La cote minimale de l'extraction ne doit pas être inférieure à 15 m NGF, correspondant à l'atteinte du substratum marneux.</p> |
| <p>Constats : La cote minimale de l'extraction relevée sur le plan d'exploitation en 2022 est de 14,63 m NGF, notamment sur la parcelle cadastrée ZI 6 au lieu-dit « Le Lanot » sur la commune de Lahontan dans le but d'exploiter l'ensemble du gisement.</p> <p>L'inspection des installations classées en a été informé par courriel daté du 20 avril 2022. Par mail daté du 21 avril 2022, l'inspection des installations classées a proposé à l'exploitant la possibilité de demander la modification de l'article 5.3 de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2013 pour viser à optimiser l'exploitation de la ressource en prenant en compte que le substratum marneux peut se trouver sous les 15 m NG.</p> <p>L'inspection des installations classées note qu'aucune suite n'a été donnée par l'exploitant et rappelle à l'exploitant son obligation de respecter les dispositions de l'arrêté inter-préfectoral d'autorisation du 26 décembre 2013 et notamment son article 5.3 quant au respect de la cote minimale de l'extraction qui ne doit pas être inférieure à 15 m NGF.</p> |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 9 : Méthode d'exploitation

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté inter-préfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.4 |
| Thème(s) : risques chroniques, méthode d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée : Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert en fouille partiellement noyée de sables et graviers, avec remise en état des surfaces exploitées de coordonnées à l'avancement.</p> <p>Les matériaux extraits lors du décapage sont directement réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, ou stockés provisoirement sous formes de merlons en bordure de gisement exploitable, conformément aux dispositions de l'article 2.5.</p> <p>L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une excavatrice à godets ou d'une pelle mécanique. L'usage d'explosifs est interdit sur l'ensemble du site.</p> <p>Compte-tenu de la profondeur de l'extraction, un seul front de taille peut comprendre un pallier de 9,30 m de hauteur, incliné selon une pente maximale de 1V/1H sous eau et 1V/2H hors d'eau.</p> <p>Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état est interdit. L'avancement de l'extraction s'effectuera par tranches successives de 140 000 à 225 000 m², tout en maintenant la surface ouverte en cours d'extraction à un maximum de 50 000 m².</p> <p>L'emprise du chantier, en cours d'exploitation est limitée à une surface maximale de 190 000 m² (surfaces liées à la préparation, à l'extraction et à la remise en état).</p> <p>Les surfaces défrichées en attente de mise en exploitation et les surfaces remodelées en attente de reboisement ne doivent pas dépasser une surface maximale de 50 000 m² par zone d'exploitation.</p> |

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Constats : L'exploitant déclare exploiter le site à l'aide d'une dragline, l'inspection des installations classées en ayant été informé par courriel daté du 20 avril 2022, sans observation de la part de l'inspection. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 10 : Aménagements spéciaux

| |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.6 |
| Thème(s) : situation administrative, accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : Le chemin rural de Goueytes est en partie déplacé, en accord avec la commune concernée. Un protocole d'accord est signé avec les services d'EDF. Il prévoit les modalités d'éventuels déplacements de lignes, les modalités d'exploitation aux abords de l'ensemble des lignes ainsi que la coordination avec le service gestionnaire. Un protocole d'accord est signé avec les services de TIGF. Il prévoit les modalités de reconnaissance des conduites et d'exploitation à leurs abords ainsi que la coordination avec le service gestionnaire. Les bords de l'extraction se situeront toujours à plus de 20 m de ces canalisations. Les canalisations ne doivent pas faire l'objet d'aucun déplacement et doivent rester en permanence accessibles pour le gestionnaire. Elles sont protégées de la circulation des engins par des blocs rocheux régulièrement répartis le long du tracé. En cas de percement d'une conduite, l'exploitation est immédiatement arrêtée et les services de sécurité (TIGF, pompiers, DREAL, Mairies de Saint-Cricq-du-Gave et de Lahontan) sont immédiatement prévenus. Concernant les lignes électriques (placées dans la bande de 10 mètres), des mesures de protection seront prises par l'exploitant, en particulier par la mise en place d'une procédure et/ou d'une consigne et de panneaux. Un merlon entourera les pieds des poteaux des lignes électriques. |
| Constats : L'exploitant indique que le déplacement du chemin rural de Goueytes n'a pas encore été réalisé, car il concerne les phases IV et V de l'exploitation de la carrière. L'exploitant déclare que les travaux nécessaires pour ce qui concerne les éventuels déplacements de lignes, la reconnaissance des conduites et les modalités d'exploitation aux abords de l'ensemble des lignes et des canalisations sont menés en bonne intelligence et avec le concours des services d'EDF et de TIGF. L'inspection constate le report des canalisations et des lignes sur le plan d'exploitation ainsi que la protection des lignes électriques sur le terrain par des merlons. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 11 : Déplacement des fossés et cours d'eau

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.7 (partiel) |
| Thème(s) : situation administrative, accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : [...] Un fossé temporaire sera créé le long de la parcelle ZI2 et connecté au ruisseau de l'Arriou de Peyré, pour permettre le déplacement des espèces protégées identifiées en 2011, tel que présenté sur le plan figurant en annexe I. |
| Constats : L'inspection des installations classées : <ul style="list-style-type: none"> constate que le fossé temporaire, créé le long de la parcelle ZI2 et connecté au ruisseau de l'Arriou de Peyré pour permettre le déplacement des espèces protégées identifiées en 2011, est en partie obstrué à plusieurs endroits ; demande la reconstitution rapide de ce fossé et la transmission par l'exploitant de justificatifs attestant de son action. |
| Type de suites proposées : susceptible de suites |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 12 : Aménagement d'une aire pompier

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.8 |
| Thème(s) : situation administrative, aménagement d'une aire pompier |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : Une aire (4 m x 8 m) sera aménagée pour permettre la mise en aspiration d'un engin incendie sur un plan d'eau du site. L'emplacement de cette aire doit être déterminé en liaison avec les services compétents. Suite à sa réalisation, l'exploitant devra prendre contact avec les services du SDIS de Mont-de-Marsan afin de faire réceptionner la création de cette aire. |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté la réalisation d'une aire pompier conformément aux dispositions de l'arrêté interpréfectoral du 26/12/2013. L'exploitant déclare la réception de cette aire d'aspiration par le SDIS. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 13 : Phasage

| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.9 | | | | | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| Thème(s) : situation administrative, phasage | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet | | | | | |
| Prescription contrôlée : | | | | | |
| Phase | Superficie à exploiter (en m ²) | Volume à exploiter (en m ³) | Tonnage à exploiter (en t) | Volume de découverte à décaper (en m ³) | Durée de la phase (exploitation du gisement) en années |
| I | 215 000 | 1 000 000 | 2 000 000 | 292 500 | 5 |
| II | 215 000 | 1 250 000 | 2 500 000 | 292 500 | 5 |
| III | 215 000 | 1 250 000 | 2 500 000 | 292 500 | 5 |
| IV | 215 000 | 1 250 000 | 2 500 000 | 292 500 | 5 |
| V | 43 000 | 250 000 | 500 000 | 58 500 | 3 |
| Total | 903 000 | 5 000 000 | 10 000 000 | 1 228 500 | |
| Constats : L'exploitant déclare être en cours d'exploitation de la phase IIb, la phase étant découpée en 2 phases IIa et IIb comme indiqué sur le plan de phasage joint en annexe de l'arrêté interpréfectoral du 26/12/2013. | | | | | |
| Type de suites proposées : sans suite | | | | | |
| Proposition de suites : sans objet | | | | | |

N° 14 : Destination des matériaux

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 5.10 |
| Thème(s) : situation administrative, destination des matériaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : Les matériaux extraits doivent être utilisés conformément aux dispositions des schémas départementaux des carrières des départements des Landes et des Pyrénées Atlantiques approuvés par les arrêtés préfectoraux respectifs du 18 février 2003 et du 12 avril 2002. Les matériaux extraits sont transportés exclusivement par bandes transporteuses vers l'installation de traitement de Labatut. |
| Constats : L'exploitant déclare que les matériaux extraits sont bien traités dans l'unité de traitement de Labatut. L'inspection constate le jour de la visite le transport des matériaux extraits par bandes transporteuses. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 15 : Clôture et accès

| |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 6.1 |
| Thème(s) : risque accidentel, clôture et accès |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée : Durant les heures d'activités, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p> <p>L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation, notamment l'accès au front en d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.</p> <p>Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées.</p> <p>Les plans d'eau présents sur le périmètre d'autorisation sont pourvus de merlons d'une hauteur minimale de 1,5 m avec panonceaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).</p> |
| <p>Constats : L'inspection a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'accès à la carrière est clôturée ; • le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, et d'autre part à proximité des zones clôturées ; • les plans d'eau présents sur le périmètre d'autorisation sont pourvus de merlons d'une hauteur d'au moins 1,5 m avec panonceaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade). |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 16 : Plan d'exploitation

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 7 |
| Thème(s) : situation administrative, plan d'exploitation |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un plan à l'échelle adaptée à la superficie de la carrière doit être établi annuellement par l'exploitant où sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau et les cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF), - les relevés bathymétriques, - les zones en cours d'exploitation, - les zones déjà exploitées non remises en état, - les zones remises en état, - la position des constructions, ouvrages ou infrastructures visés aux articles 5.6 et 6.2 ci-dessus, et si'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales, - les bornes visées à l'article 3.2, - les pistes et voies de circulation, - les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte, - les zones de remblayage à l'aide des matériaux inertes, - les installations fixes de toute nature (bandes transporteuses, canalisation et sectionnements visés à l'article 11 ci-après, locaux, etc. <p>Ce plan, mis à jour annuellement, est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (notamment la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente, etc.). Il est notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et de terre végétale présents sur le site.</p> <p>Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p> |
| <p>Constats : Le plan d'exploitation daté du 11/01/2022 a été présenté à l'inspection.</p> <p>Pour 2023, le plan d'exploitation devra faire l'objet d'une attention particulière de la part de l'exploitant et devra notamment être complété par :</p> |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> • les bords de la fouille ; • courbes de niveau ; • le périmètre des zones en cours d'exploitation. |
| Type de suites proposées : susceptible de suites |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 17 : Surveillance des eaux souterraines

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 8.3.3 |
| Thème(s) : risques chroniques, eau |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée : L'exploitant maintient en place un réseau de 11 piézomètres positionnés conformément au plan figurant en annexe I du présent arrêté. Ce réseau sera complété, dans le mois suivant la notification du présent arrêté, par 2 piézomètres positionnés entre PZ2 et PZ11. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadenassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site. Les piézomètres situés au sein de zones destinées à faire l'objet d'une extraction (PZ3, PZ4, PZ5, PZ7) devront être déplacés préalablement au décapage des zones concernées. Leur nouvelle localisation devra être déterminée par un hydrogéologue et transmise à l'inspection de l'environnement. PZ3 sera relocalisé à proximité de la parcelle Z12 non extraite. L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres mentionnés ci-dessus et sur les paramètres suivants : pH, MES, DCO, DBO, conductivité et hydrocarbures totaux.</p> <p>Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. Le niveau piézométrique doit être relevé à chaque campagne.</p> <p>Les résultats d'analyse commentés doivent être transmis à l'inspecteur de l'environnement dans le mois qui suit leur connaissance par l'exploitant. Toute anomalie lui est signalée sans délai.</p> <p>Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur de l'environnement du résultat de ses investigations, et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.</p> <p>Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publiques ou privées, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée, avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur de l'environnement.</p> <p>Les modalités de surveillance telles que le nombre et l'emplacement des piézomètres, les paramètres à surveiller, la fréquence des prélèvements, etc. pourront être aménagés ou adaptés, au vu des résultats d'analyses prévus ci-dessus.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant déclare que les 4 piézomètres susmentionnés (PZ3, PZ4, PZ5, PZ7) ont bien été déplacés et renommés respectivement PZ14, PZ15, PZ16 et PZ17.</p> <p>L'exploitant assure une surveillance semestrielle de la qualité des eaux souterraines durant laquelle le niveau des 13 piézomètres du site est également relevé. Le compte-rendu des analyses réalisées en 2022 a été présenté à l'inspection et n'appelle pas d'observation de sa part. La dernière campagne de prélèvements et d'analyses a été réalisée au mois de février 2023.</p> <p>L'inspection demande la transmission par voie électronique d'une copie du compte-rendu des analyses réalisées en 2022.</p> |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 18 : Mesure de retombées poussières

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 8.4.2 |
| Thème(s) : risques chroniques, air |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place aux emplacements précisés en annexe du présent arrêté, à l'aide de plaquettes de dépôt. L'implantation et l'exploitation de ces plaquettes sont conformes à la norme NFX 43-007 et doivent se situer à proximité des emplacements dénommés P1 à P4 matérialisés en annexe I du présent arrêté. Les mesures de retombées de poussières au moyen de ces capteurs, sont effectués une fois par mois en juin, juillet et août. Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p> |
| <p>Constats : L'exploitant assure une surveillance annuelle des retombées de poussières sur 6 points de mesures (P1 à P6). Les comptes-rendus des analyses réalisées en 2021 et 2022 ont été présentés à l'inspection.</p> <p>Le compte-rendu des analyses menées en 2022 laisse apparaître un léger dépassement au niveau du point P5 au niveau du village de Lahontan sans explication de la part de l'exploitant. L'exploitant précise n'avoir pas reçu de plainte au jour de la visite concernant un éventuel problème de pollution atmosphérique inhérent à son activité.</p> <p>L'inspection demande la transmission par voie électronique d'une copie du compte-rendu des analyses réalisées en 2022 ainsi que celui concernant les analyses pour l'année 2023 dès qu'il sera disponible.</p> |
| Type de suites proposées : susceptibles de suites |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 19 : Contrôle des niveaux sonores

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 10.1.4 |
| Thème(s) : risques chroniques, bruit |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dans le mois suivant la notification du présent arrêté et ensuite l'exploitant fait réaliser, au moins tous les 3 ans, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection de l'environnement. Cette mesure est réalisée selon la méthode fixée à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1999 modifié susvisé. Les résultats et l'interprétation de ces mesures sont transmis à l'inspection de l'environnement dans le mois suivant leur réalisation. Les frais occasionnés par tous ces différents contrôles sont à la charge de l'exploitant.</p> |
| <p>Constats : Des mesures de contrôle des niveaux sonores ont été réalisées en 2021. Les résultats du contrôle ne présentent pas de non-conformités.</p> |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 20 : Évolution de la biodiversité du site

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 12 |
| Thème(s) : risques chroniques, biodiversité |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit réaliser en concertation avec une structure compétente en matière de biodiversité, un suivi de l'état des populations de Cuivré des marais, de la Cordulie à corps fin ainsi que de l'Elanion blanc sur</p> |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>les zones périphériques aux surfaces en travaux et sur les zones remises en état ou non exploitées du site. Ce suivi sera bisannuel et se déroulera durant la période de mi-juin à mi-juillet (le cas échéant mi-septembre).</p> <p>Un état récapitulatif des mesures et de la surveillance est adressé à l'échéance de chaque quinquennale à l'inspection de l'environnement. Cette transmission sera accompagnée notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une analyse des résultats obtenus ; • d'un descriptif des actions mises en œuvre ou envisagées. |
| <p>Constats : Le dernier état récapitulatif des mesures et de la surveillance réalisé par la SEPANSO en 2020 a été présenté à l'inspection.</p> <p>L'exploitant déclare que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le suivi de l'état des populations des années 2021 et 2022 ont été réalisés par la LPO pour cause de non-disponibilité de l'écologue ; • le plan de gestion pour le suivi de l'état des populations sera désormais confié à la LPO (devis signé le 05 décembre 2022) ; • l'état récapitulatif des mesures et de la surveillance sera transmis à l'inspection avant la fin de l'année 2023. <p>L'inspection demande la transmission par voie électronique d'une copie des différents états récapitulatifs des mesures et de la surveillance produits à ce jour.</p> |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 21 : Conditions de remise en état

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 14.3 |
| Thème(s) : risques chroniques, remise en état |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état comporte, y compris le nettoyage général du site, les principales dispositions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - création de 2 plans d'eau, dont un à vocation écologique et un à vocation de loisirs ; - les contours des plans d'eau ne présentent pas de grande section rectiligne et auront des pentes telles que présentées en annexe I ; - création d'un cheminement autour du plan d'eau à vocation de loisirs ; - les plans d'eau seront pourvus de radeaux flottants enherbés ; - mise en place d'une surverse au niveau du lieu-dit Gouyettes, ainsi qu'entre les 2 plans d'eau, aux emplacements figurant en annexe I. Ces surverses seront calées à 24,5 m NGF et seront consolidées par des enrochements ; - création d'une zone enherbée de 35 ha au nord du site. Cette zone sera maintenue en prairie de fauche, sans adjonction d'engrais ou de pesticides ; - régalage de la terre végétal sur toutes les zones remblayées, l'enherbement étant effectué après un décompactage des sols ; - les zones remblayées présentent des dépressions ponctuelles pouvant aller jusqu'à 50 cm profondeur ; - création de 3 bosquets d'une surface totale de 3,5 ha, constitués de chênes pédonculés et d'autres essences locales, dont un traversé par le ruisseau de Bachot au sud du plan d'eau Ouest ; - création de haies le long des RD 22 et RD 329, ainsi qu'en bordures Est et Ouest du site : <ul style="list-style-type: none"> - la haie Est sera constituée de Saules et de Charmes ; - la haie Ouest, d'une longueur de 1 km, sera composée d'aulnes, frênes communs, érables sycomore, saules roux-cendré, saules marsault ; - le ruisseau de l'Ariou de Peyré sera mis en place dans le secteur remblayé, dans les mêmes conditions que celles prévues à l'article 5.7 ; - le pont transbordeur sera démonté, de même que les bandes transporteuses et leurs supportages respectifs. Le tracé des bandes transporteuses devra faire l'objet d'un enherbement après leur retrait ; - toutes les dispositions sont prises pour éviter le développement des espèces invasives, à la fois dans les plans d'eau et à l'extérieur de ceux-ci. En cas de découverte de plantes invasives, la zone devra être banalisée. Les modalités d'élimination devront être déterminées par des spécialistes des esp |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| concernées. |
| L'ensemencement devra être réalisé en utilisant les espèces suivantes : - Menthe des champs ; - Pulicaire ; - Eupatoire chavrine ; - Gesse des prés ; - Rumex. |
| Constats : L'exploitant déclare réaliser les opérations de remise en état au fur et à mesure de l'avancée de l'exploitation du site et être attentif à la non-prolifération des espèces invasives en adoptant les mesures nécessaires. L'exploitant évoque le risque d'être soumis dans le futur à une problématique concernant l'apport de matériaux pour la réalisation des travaux de remise en état de son site. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 22 : Remblayage de la carrière

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 14.4 |
| Thème(s) : risques chroniques, remblayage de la carrière |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : [...] Les matériaux inertes ne peuvent être déversés que dans les secteurs reportés sur le plan figurant en annexe I. La quantité maximale de déchets inertes susceptibles d'être utilisés sur le site est de 720 000 m ³ . Les matériaux inertes extérieurs ne sont pas bennés directement en fond de fouille mais entreposés temporairement sur une plateforme située en bordure d'excavation. Avant enfouissement, ils subissent un examen visuel et un tri qui permettent de déceler les éléments indésirables (bidons, fûts, films plastiques...). Une benne pour la récupération des refus est présente sur le site. L'élimination des déchets ainsi récupérés doit être effectuée via les filières agréées et est à la charge de l'exploitant. Le remplissage de la zone d'extraction par les inertes doit être réalisé à l'aide d'un boueur depuis la plateforme de tri située en bordure d'excavation. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. Le recouvrement des remblais sera effectué à l'aide de stériles et de terres de découverte sur une épaisseur d'environ 1 m, permettant de procéder aux plantations des parties remblayées. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriées la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce plan est mis à jour aussi souvent que nécessaire et à minima annuellement. |
| Constats : L'inspection a constaté la présence d'une plateforme située en bordure d'excavation pour l'entreposage temporaire des matériaux extérieurs et d'une benne destinée à la récupération des matériaux refusés. Le registre des déchets extérieurs a été présenté à l'inspection et ne présente pas de non-conformité. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 23 : Garanties financières

| |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté interpréfectoral du 26/12/2013 modifié, article 15.3 (partiel) |
| Thème(s) : situation administrative, garanties financières |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| Prescription contrôlée : Compte-tenu de la date d'échéance des garanties financières telle qu'elle figure sur le document transmis en début d'exploitation ou à la date d'échéance de tout document postérieur renouvelant ces garanties et au moins 6 mois avant cette date, l'exploitant adresse au préfet un nouveau document conforme à l'arrêté ministériel du 1 ^{er} février 1996 modifié par l'arrêté du 30 avril 1998, attestant du renouvellement et de l'actualisation éventuelle de ces garanties pour une nouvelle période. [...] |

| |
|-------------------------------------------------------------------------------------|
| Constats : L'exploitant dispose des garanties financières jusqu'au 14 janvier 2029. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |

N° 24 : Plan de gestion des déchets d'extraction

| |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994 modifié, article 16bis |
| Thème(s) : situation administrative, Plan de gestion des déchets d'extraction |
| Point de contrôle déjà contrôlé : sans objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation, et a pour objectif de réduire la quantité de déchets en favorisant la valorisation matière, et de minimiser les effets nocifs en tenant compte de la gestion des déchets dès la phase de conception et lors du choix de la méthode d'extraction et du traitement des minéraux.</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; • le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres possibilités ; • la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; • en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; • la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; • le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; • les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; • en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ; • une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à la zone de stockage de déchets ; • les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux zones de stockage de déchets d'extraction. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.</p> |
| Constats : L'exploitation dispose d'un plan de gestion des déchets d'extraction valide jusqu'au 14 mars 2026. |
| Type de suites proposées : sans suite |
| Proposition de suites : sans objet |